

Succès de la consulta au Québec et au Canada

Échec de la conférence des ministres de la ZLÉA à Miami

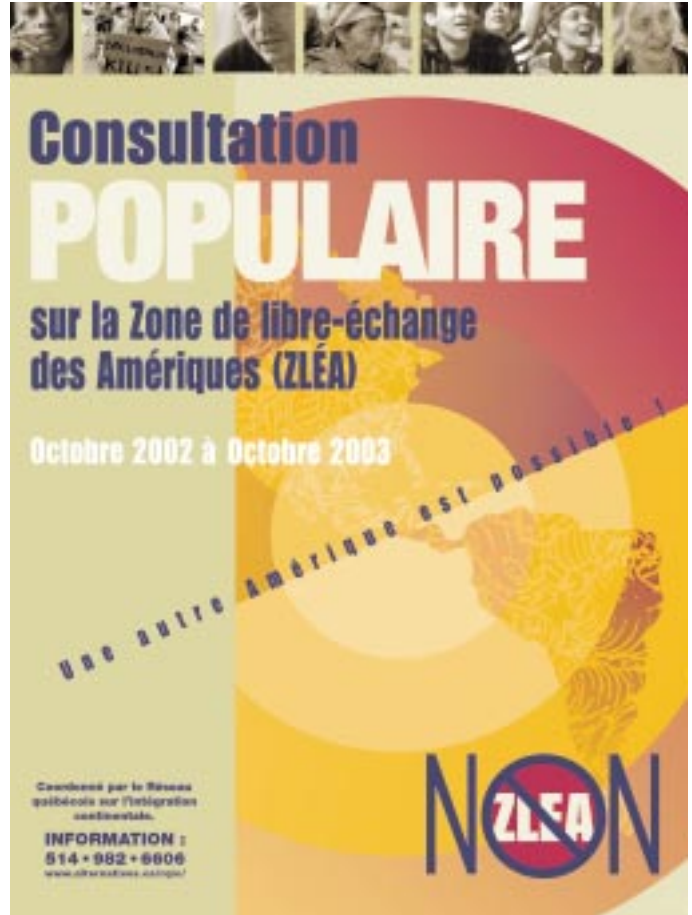
par Normand Pépin

Si la consultation populaire, ou *consulta*, sur le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) a été un succès, plus de 120 000 personnes du Québec et du Canada s'étant prononcées sur la question, la rencontre ministérielle de Miami, elle, s'est terminée sur un échec puisque le projet initial de ZLÉA ne sera pas réalisé pour 2005.

En effet, au moment où le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et Common Frontiers, son pendant au Canada anglais, dévoilaient les résultats de la consulta à Ottawa, on apprenait qu'il n'y aurait de ZLÉA que sous une forme « allégée » pour 2005, c'est-à-dire que la conférence de Miami était un échec en regard de l'objectif initial de créer la ZLÉA pour janvier 2005 et ce, malgré ce que les responsables gouvernementaux en disent.

L'opposition de pays comme le Brésil et l'Argentine au projet de ZLÉA concocté par les États-Unis, qui souhaitaient une extension de l'ALÉNA à l'ensemble des Amériques, a fait dérailler les négociations vers un projet de ZLÉA à la carte. Les États-Unis ont accepté cette dilution du projet pour ne pas porter l'odieux de l'échec des négociations et pouvoir proclamer que le projet de ZLÉA est toujours vivant.

La ZLEA à la carte signifie que les pays pourront choisir à quelles clauses de l'accord ils acceptent de se conformer et quelles clauses ils rejettent. Les clauses sur la protection des investissements étrangers posent problème à plusieurs pays du Sud, mais aussi les clauses sur l'ouverture des marchés publics qui poussent à la privatisation de secteurs sensibles des économies du Sud, de même que celles sur la protection de la propriété intellectuelle qui permettent aux multinationales de breveter le vivant, interdisant à quiconque de développer des médicaments, par exemple, sans payer des droits – souvent faramineux – aux dépositaires de brevets. Enfin, l'ouverture des marchés des pays du Nord, en particulier des États-Unis, aux produits des pays du Sud est aussi l'objet de sérieux contentieux.



Les résultats de la consulta au Québec et au Canada

Lancée officiellement en janvier 2003, la *consulta* visait à rejoindre le double du nombre de personnes qui avaient manifesté dans les rues de Québec lors de la Marche des peuples des Amériques. La manifestation avait regroupé entre 50 000 et 60 000 personnes, le 21 avril 2001, en clôture du *Sommet des peuples*.

Or, les différentes pétitions de Common Frontiers ont recueilli plus de 63 500 noms au cours des derniers mois, alors que les organisations membres du RQIC ont fait voter plus de 60 000 personnes au Québec, ce qui fait que quelque 123 500 personnes se sont prononcées sur la ZLÉA sous une forme ou sous une autre pendant la durée de la campagne et elles l'ont rejetée à plus de 93 %.

Suite à la page 52

Et ce n'est pas tout car, au-delà de l'objectif quantitatif, qui a été atteint, c'est un objectif de conscientisation des Canadiens et des Québécois sur les enjeux de la ZLÉA que nous avons et qui a aussi été largement atteint. L'effort de formation – information des gens se poursuivra d'ailleurs dans les prochains mois par la tenue de sessions de formation sur la ZLÉA ou sur la mondialisation au sein des différentes organisations membres du RQIC.

Durant la *consulta*, c'est plus de 10 000 personnes qui ont participé à plus d'une centaine de sessions de formation données sur la ZLÉA sous différentes formes : soupers-causerie, 5 à 7, sessions de 3 ou 4 heures, présentations pendant des assemblées générales, kiosques d'information lors d'événements publics, les formules ayant varié au gré de la nature des organisations formant le RQIC.

Les membres de la CSD rejettent la ZLÉA

Du côté de la **Centrale des syndicats démocratiques (CSD)**, c'est plus de 4 100 votes sur la ZLÉA qui ont été enregistrés, la plupart lors d'assemblées générales ou de réunions statutaires de la centrale. C'est donc environ 6,3 % de nos membres qui se sont prononcés pendant la *consulta*, ce qui est très appréciable pour ce type de consultation dont l'objectif peut paraître parfois loin de nos préoccupations quotidiennes.

C'est à près de 98 % que les membres de la CSD ont indiqué qu'ils étaient défavorables à ce que le gouvernement canadien souscrive au projet de Zone de libre-échange des Amériques tel qu'il se négocie actuellement. C'est également à près de 98 % que ce vote citoyen exigeait du gouvernement fédéral qu'il ne signe aucun accord de commerce dans les Amériques à moins qu'il n'implique :

- ✓ un processus de négociation et d'adoption transparent et démocratique;
- ✓ la préservation intégrale du pouvoir d'État de légiférer pour promouvoir le bien commun, l'intérêt public, la démocratie et le respect de l'environnement;
- ✓ la primauté des droits individuels et collectifs sur le commerce et le profit;
- ✓ l'égalité entre les hommes et les femmes.

Pendant ce temps à Miami

L'influence de la mobilisation populaire sur l'échec des pourparlers en vue de créer la ZLÉA à la rencontre ministérielle de Miami demeure difficile à mesurer, mais il est à peu près certain que, sans elle, le projet de ZLÉA serait beaucoup plus solide qu'il ne l'est aujourd'hui.

Si, au Canada et au Québec, la mobilisation a pris la forme d'une campagne de formation – information sur les enjeux de la ZLÉA en vue de la tenue d'une consultation populaire sur la ZLÉA, ailleurs dans

les Amériques, elle a été plus directe puisque les citoyens de nombreux pays ont dû descendre dans les rues pour s'opposer à des projets de privatisation de services publics, projets nés de la volonté des dirigeants d'ouvrir à tout prix leur pays aux investisseurs étrangers, pour pouvoir adhérer à la ZLÉA.

Cette opposition aux visées américaines d'intégration continentale a même contribué à porter au pouvoir des partis s'opposant fermement à la ZLÉA telle qu'elle se négociait jusqu'à Miami, que ce soit au Brésil, en octobre 2002, ou en Argentine, en mai 2003, ce qui a brisé l'isolement du Venezuela dans son opposition à la ZLÉA. Ces trois pays ont donc développé la position commune de n'adhérer qu'à un projet de ZLÉA à la carte sous peine de couler à tout jamais le projet de ZLÉA.

Une victoire importante, mais la guerre n'est pas gagnée

Si le projet de ZLÉA se trouve grandement dilué, il n'en demeure pas moins que les États-Unis peuvent réaliser leurs objectifs par la signature d'autant d'accords bilatéraux que possible, en lieu et place de la ZLÉA. D'ailleurs, au lendemain de la signature par les États-Unis d'un traité de libre-échange avec quatre États d'Amérique centrale (Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua), Robert Zoellick, le représentant américain pour le Commerce déclarait :

« *Pas à pas, pays par pays, région par région, les États-Unis ouvrent leur marché par des accords de libre-échange importants qui seront la norme.* »

Donc, à peine un mois après l'échec de la rencontre de Miami, si la stratégie des États-Unis change, leurs buts, eux, ne changent pas. La voie multilatérale leur apparaissant bloquée, aussi bien dans la négociation de la ZLÉA (échec de Miami) qu'à l'OMC (échec de Cancun), les États-Unis signent des traités qui sont des calques de l'ALÉNA avec de nombreux pays et avertissent les autres au passage que, pour signer quoi que soit avec les États-Unis, il faudra que les traités contiennent des clauses de protection des investisseurs étrangers, d'ouverture des marchés publics, de protection de la propriété intellectuelle, etc.

De plus, comme le président des États-Unis a réussi à obtenir, au début de 2003, la *Trade Promotion Authority (TPA)* ou le *fast track*, dès qu'un accord de libre-échange est autorisé par le président, le rôle des élus se trouve limité à approuver ou à rejeter en bloc ledit accord, sans pouvoir l'amender de quelque façon que ce soit.

Il ne faut donc surtout pas considérer que l'échec de la réunion ministérielle de Miami constitue une victoire définitive des altermondialistes. De nombreux dangers nous guettent encore avec la multiplication des traités bilatéraux et régionaux. 